

MAGAZINE
DES
MÉTIER
D'ART

Ateliers d'Art

ZOOM
EXUBÉRANCE
VÉGÉTALE



DOSSIER
POLYNÉSIE FRANÇAISE

Sauver les formations supérieures des métiers d'art

En septembre 2018, le DNMADe (diplôme national des métiers d'art et du design) remplaçait le DMA (diplôme des métiers d'art), la formation supérieure emblématique des métiers d'art. Depuis le début, les professionnels métiers d'art ont alerté au sujet de cette réforme. Le principal point de blocage soulevé à l'époque portait sur la réduction des heures de pratique de savoir-faire en atelier. Le syndicat Ateliers d'Art de France, dans son étude « La formation dans les métiers d'art », publiée à l'été 2018, rendait visibles l'identité et les besoins des métiers d'art en contradiction avec cette réforme. Début décembre 2020, le mouvement Sauvons les métiers d'art a mobilisé professeurs et élèves avec plusieurs manifestations à Paris et en province. Ce collectif sonne l'alerte à propos d'une « *génération sacrifiée* » par une « *réforme passée au forceps* », sans concertation, et souvent qualifiée de « *véritable catastrophe* » pour les métiers d'art en France.

.....
 TEXTE D'AURÉLIE SÉCHERET

La réforme des diplômes des arts appliqués engagée il y a trois ans par le ministère de l'Éducation nationale a fait fusionner en un diplôme unique l'année de mise à niveau en arts appliqués (Manaa), les BTS et les DMA dans un cadre de formation commun. Avec ce nouveau diplôme conçu sur trois années d'études pour conférer le grade licence, le ministère prétendait favoriser l'émergence des nouveaux métiers de demain. Aujourd'hui, le DNMADe se décline en 14 mentions (pour 214 parcours spécifiques) regroupant 13 400 étudiants, dont un tiers suit des parcours orientés métiers d'art.

Principaux points de blocage

Si cette réforme porte en elle de belles promesses, comme l'ouverture entre les disciplines ou les échanges internationaux, elle soulève de nombreuses craintes. Par un biais que les enseignants dénoncent, elle a intellectualisé les contenus pédagogiques au détriment de la formation pratique. Pour Arnaud Magnin, bronzier d'art Meilleur Ouvrier de France et professeur à l'École Boulle, « on confond le fond et la forme. Si cette dernière va permettre de créer des ponts entre les disciplines pour ceux qui le souhaitent, le fond, lui, va handicaper tout le monde. Avant 2018 un étudiant métiers d'art avait 16 heures de formation en atelier par semaine, aujourd'hui il n'en a parfois plus que 6, explique-t-il. Les étudiants diplômés n'auront pas le niveau attendu, dans des formations censées pourtant garantir l'excellence à la française, alors que les techniques, les gestes s'acquièrent sur un temps long. Ils ne sont plus assez formés dans des conditions suffisantes pour être des professionnels diplômés et efficaces. C'est comme si on demandait à des élèves musiciens de composer une symphonie en ayant à peine touché un instrument ni appris le solfège ! On construit un édifice avec des bases qui ne sont pas assez solides et qui risquent

de s'effondrer. Les ateliers dans lesquels ils voudront travailler devront compenser ce temps de formation, mais les petites entreprises n'ont pas les moyens humains et financiers pour consolider ces fondations. Et en tant qu'enseignants en métiers d'art, nous sommes actuellement dans l'incapacité totale de transmettre, c'est proprement catastrophique : si rien n'est fait maintenant, année après année c'est la place de nos savoir-faire dans l'excellence française qui va s'éroder ». Depuis décembre, ils sont ainsi nombreux à s'impliquer dans le mouvement Sauvons les métiers d'art et à porter leurs voix pour être enfin écoutés par les pouvoirs publics (rectorat, direction des études supérieures, ministères). Le collectif est progressivement rejoint par les étudiants de toutes les écoles françaises et leurs familles inquiètes, par tous les enseignants exaspérés de bricoler au mieux les emplois du temps chacun dans son établissement. Le monde professionnel s'associe au mouvement, partageant les mêmes constats catastrophiques. « Tous ensemble nous resterons mobilisés jusqu'à l'obtention d'arrêtés modificatifs garantissant la préservation de l'excellence pour toutes les formations en métiers d'art de France », écrivent-ils dans leur manifeste.

Des référentiels flous et nébuleux, éloignés de la réalité des métiers d'art

Le sentiment général est celui d'un gâchis qui sème la confusion entre métiers d'art et design. « On a un potentiel de formation extraordinaire qui n'est pas du tout exploité, poursuit Arnaud Magnin. On aurait la possibilité d'avoir tout un savoir-faire technique digne des métiers d'art allié à toute la puissance créatrice des arts appliqués et du design, mais ce n'est absolument pas ce qui est mis en place : les personnes que l'on forme ne sont ni designers ni artisans d'art. Auparavant, le DMA avait des référentiels

adaptés à l'art du textile, à l'art du métal et à l'art de la céramique. Ce n'est plus le cas, toutes les singularités magiques de nos ateliers ont été noyées dans une globalité avec un même référentiel pédagogique davantage orienté design. On ne s'y retrouve plus.»

L'exemple du référentiel «Communication et médiation du projet» est particulièrement parlant: s'il est pertinent en design, il ne fait pas sens pour les métiers d'art: «On forme nos étudiants en tournage bronze à la réalisation de flyers alors qu'ils devraient être solidement formés aux basiques du dessin technique et du modelage. Notre objectif n'est pas simplement de diplômer les élèves mais de mettre en adéquation les compétences avec les besoins qu'ils vont rencontrer dans le milieu professionnel.»

Pour les enseignants, la nouvelle politique de recrutement des élèves est également inadaptée. Automatisée sur Parcoursup, anonymisée et sans entretiens, elle risque d'intégrer dans les DNMADe des profils en complet décalage avec les attentes

réelles des élèves et le contenu des formations. Le risque de ne plus avoir d'entretien pour intégrer les DNMADe est de se retrouver avec des élèves peu motivés quand d'autres passeront à côté de leur vocation.

Des élèves perdus à cause de la suppression des mises à niveau

Si la formation est plébiscitée avec des effectifs importants dans toutes les filières, les étudiants se sentent perdus et doivent se frayer un chemin individuel souvent bricolé. Professeurs et élèves pointent ainsi du doigt la suppression de l'année de mise à niveau comme une «grave erreur» qui a handicapé les bacheliers issus des filières générales et des arts appliqués. C'est le cas de Lucie Le Goff, passée d'un bac littéraire avec mention au DNMADe ébénisterie du lycée professionnel de l'ameublement de Revel. «Je m'attendais à une mise à niveau dans les premiers mois, ce qui n'a



Manifestation des étudiants et des professeurs de l'École Boulle devant le rectorat de Paris en décembre 2020.

pas été le cas. Pour les professeurs, c'est difficile de combler les lacunes de certains. On a tous été surpris de constater que les ateliers pratiques n'étaient pas davantage valorisés. Non seulement on ne touche pas assez les matières, mais on est en complet décalage avec les élèves issus des filières techniques.» Certains cours semblent même peu adaptés aux réalités des ateliers: «Nous avons étudié la composition des colles en physique, ce qui est intéressant mais, sans des bases techniques, cela n'a pas été très utile. Derrière ce diplôme il y a sûrement une approche bienveillante et de la bonne volonté, mais on sent clairement qu'il n'y a pas eu de consultation du milieu professionnel et des enseignants, c'est ce qu'on ressentait en tant qu'élèves.»

Se pose alors naturellement la question de l'avenir professionnel. En fin de première année, Lucie choisit de suivre un CAP marquerie. «Avec mes bons résultats dans les matières théoriques, j'aurais très bien pu continuer et obtenir le diplôme en trois ans, déclare Lucie, mais je trouvais illégitime de devenir artisan d'art alors que j'étais à peine confiante dans mes gestes. Ce qui m'inquiète, c'est que j'aurais pu passer à côté de ma vocation si je n'avais pas fait ce détour par le CAP. Je serais sans doute repartie à la fac, comme beaucoup d'autres qui ont eu leurs rêves brisés.» Cette tendance est confirmée par Éric Feltrin, son enseignant en marquerie: «Aucun de mes élèves qui sort de troisième année ne prévoit de chercher du travail, ils repassent tous en CAP.» Si certains arrivent à persévérer dans leur parcours, nombreux sont ceux qui renoncent à se lancer dans la vie professionnelle ou qui abandonnent en cours de route: parmi tous les élèves de DNMADe métiers d'art interrogés, entre la moitié et les deux tiers ont jeté l'éponge et quitté le cursus. «Quand plus de la moitié des effectifs fuient la formation, il faut peut-être se remettre en question, cela montre que le diplôme n'est pas bien pensé», se désole l'enseignant.

Certains élèves ont un regard plus nuancé sur la formation, comme Alix Lozano en troisième année du DNMADe céramique du lycée Jean-Pierre-Vernant à Sèvres. L'ouverture entre les disciplines lui a «permis de toucher à différentes techniques et matériaux comme le plâtre et le textile». «La volonté du diplôme est de nous apprendre plus à penser qu'à pratiquer et il est vrai que nous avons pu développer notre singularité et surtout réfléchir à une démarche. Mais nous souhaitons aussi et surtout apprendre les bases qui semblent avoir été mises de côté. Pour maîtriser le tournage, par exemple, je devrai suivre une formation payante en dehors du lycée.» Pour Maud Péron, sa voisine d'atelier en DNMADe textile qui, elle, a suivi précédemment un DMA métal à l'Ensaama Olivier de Serres à Paris, «la démarche et conception d'un projet n'étaient pas assez présentes en DMA. Nous étions un peu lâchés dans nos créations. Avec le DNMADe, nous avons eu les méthodes pour construire un projet mais le gros point négatif reste le savoir-faire, on n'est pas du tout au même niveau que dans l'enseignement du DMA, en fin de diplôme. En fait, je ne pense pas avoir pu assez mettre en pratique mes compétences techniques. Théorie et pratique sont pourtant indissociables, mais elles sont mal équilibrées dans le diplôme actuel.»

Un manque de concertation qui met en danger les métiers d'art

Si les élèves n'hésitent pas à tirer la sonnette d'alarme lors de commissions d'évaluation du diplôme, ils se sentent peu écoutés, voire méprisés: «Nous avons l'impression que nos interlocuteurs ne sont pas du tout du métier. Et quand on donne notre avis, ils nous invitent à changer de formation!» Le fond du problème relèverait d'un manque de concertation et de prise en compte du point de vue des élèves, des enseignants et des professionnels. Selon les membres du collectif, «cette réforme a été passée au

« Nous sommes tous effarés devant ce paradoxe entre le développement économique grandissant des métiers d'art considérés comme un faire-valoir français à l'international et la lente détérioration des formations de toute la filière. »

forceps. Aucun audit de l'ancien diplôme n'a été commandité par l'Inspection générale alors qu'il fonctionnait. Aucun professionnel digne de ce nom n'a participé à l'élaboration des référentiels du DNMADe. Et ce n'est qu'une étape de plus vers le déclin amorcé dans les formations métiers d'art depuis vingt-cinq ans, véhiculé par l'idée qu'elles coûtent trop cher alors que nos filières ont des débouchés réels dans des secteurs qui sont des niches économiques: tous nos anciens élèves sont dans les métiers d'art avec entre 87 et 92 % d'insertion professionnelle directe en fin de cursus. Nous sommes tous effarés devant ce paradoxe entre le développement économique grandissant des métiers d'art considérés comme un faire-valoir français à l'international et la lente détérioration des formations de toute la filière.»

Des craintes partagées par les professionnels

Du point de vue des professionnels, cette réforme pose un problème de fond lié à la vision et à la connaissance des métiers d'art. «La vision du travail de la matière comme réel terrain de création, qui passe par le dialogue avec la matière et sa maîtrise technique, est la base des métiers d'art. Or cette vision est totalement absente de cette réforme» indique Aude Tahon. De nombreux professionnels et acteurs de la formation dans les métiers d'art, réunis au sein de la commission formation mise en place en 2016 par Ateliers d'Art de France, la dénoncent: «C'est ne rien comprendre à l'identité profonde de nos métiers où savoir-faire et processus créatif se construisent et s'élaborent dans la pratique, soulignent-ils. Apprendre auprès d'un professionnel, c'est être dans la pratique d'un savoir-faire, mais c'est aussi pouvoir comprendre un processus créatif et être dans la réalité économique d'un atelier.» Pour Silver Sentimenti, céramiste et ancien professionnel de la filière de la haute couture, «ceux qui ont conçu ce diplôme l'ont fait en dépit du bon sens, ils n'ont jamais mis les pieds dans un atelier ou alors ils ont oublié qu'il leur a fallu du temps pour apprendre et maîtriser une technique. Mais cette tendance va au-delà du DNMADe, elle est générale à toutes les formations métiers d'art». Il alerte sur le risque de voir se privatiser toujours davantage les formations, en particulier dans le luxe. «Beaucoup de maisons comme Chanel, Dior ou Hermès ont ouvert des cours en interne, avec des formations sur mesure et des contrats d'apprentissage pour répondre à leurs besoins spécifiques.»

Autre fait signalé par les professionnels de métiers d'art, alors que les entreprises métiers d'art sont sans cesse à la recherche de nouveaux profils pour répondre aux commandes, elles ne trouvent pas de candidats. L'Atelier Jallu a par exemple envoyé récemment une offre d'emploi en menuiserie et agencement au lycée Revel mais n'a pas reçu de candidatures. «*Nous avons des relations privilégiées avec les professionnels, mais nous ne sommes pas en mesure de leur présenter des profils qui répondent à leurs attentes et leurs besoins: sur la promo 2021, aucun ne va pouvoir postuler. Et ce n'est pas parce que les jeunes sont mauvais, on ne leur laisse tout simplement plus le temps de se former*», regrette Éric Feltrin. Les stages durant la formation sont aussi fortement touchés par la réforme. L'atelier Amaryllis, qui prenait régulièrement des stagiaires du lycée Revel, songe «*à réduire la voilure*» car les aides ne suivent pas. «*Nous avions auparavant un dégrèvement fiscal intéressant quand on prenait des stagiaires mais il a été supprimé*», indique Sébastien Denayrolles, l'un des deux associés. «*Nous n'avons plus le temps ni les moyens d'accueillir des stagiaires peu formés comme ceux sortant des DNMADe. Cela est devenu trop contraignant, nous n'avons pas la capacité de combler leurs lacunes quand on doit en même temps faire tourner l'atelier.*»

Espoirs pour une sortie de crise

Malgré les nombreuses difficultés générées par la réforme du DNMADe, étudiants, professionnels et enseignants ont l'espoir d'être enfin entendus par les institutions et de voir s'ébaucher une sortie de crise. Comme le souligne Arnaud Magnin, «*d'après la loi, à chaque réforme de la voie professionnelle, on fait asseoir autour de la table ceux qui sont directement concernés. La question est de savoir qui va faire le bilan: soit il s'agit des mêmes personnes qui ont élaboré la réforme, ce qui pose un vrai problème car ils vont être juges et parties, soit nous sommes enfin écoutés, enseignants, professionnels et étudiants, et des améliorations pourront être mises en place. Nous pourrions réfléchir tous ensemble à la manière d'optimiser et de répartir les moyens mis à disposition, d'innover et de donner de la pertinence aux programmes en cohérence avec nos métiers*». La question est également politique: est-ce que l'on donne aux élèves les moyens de se former aux métiers d'art ou est-ce qu'on laisse disparaître l'enseignement public au profit du privé? Pour Cécile Chevance, responsable du DNMADe céramique au lycée Jean-Pierre-Vernant, il faut «*se battre pour que ces formations restent accessibles à tous. En vingt ans d'enseignement, j'en suis à mon troisième montage de section: il y a d'abord eu en 2000 la menace de suppression qui planait sur les brevets de techniciens des métiers d'art (BT) car ils n'étaient plus à la mode alors qu'ils permettaient aux bacheliers la poursuite d'études et d'intégrer un métier créatif dans les domaines des métiers d'art ou du design. Nous avons réussi à le maintenir à Sèvres jusqu'en 2010, alors qu'ils ont été supprimés ailleurs. Ensuite, on a travaillé entre 2005 et 2010 à l'ouverture d'un DMA céramique qui a sauvé les ateliers de pratiques artisanales au lycée, puis il y a eu en 2018 la réforme du DNMADe: à chaque fois nous nous battons, tricotons, détricotons, retricotons pour garder des heures de pratique en atelier. C'est épuisant, mais je reste optimiste, les métiers d'art sont toujours là!*». Le ministère de l'Éducation et de l'Enseignement supérieur vient de répondre à ces appels par la mise en place d'un comité de suivi. Espérons que l'ensemble des acteurs concernés y seront représentés et écoutés.

Retrouvez la pétition «*Sauvons les métiers d'art*» sur la plateforme www.change.org.

LA PÉTITION LANCÉE PAR LE COLLECTIF SAUVONS LES MÉTIERS D'ART DEMANDE:

- ① Un minimum de seize heures hebdomadaires de pratique en atelier avec un encadrement assuré par des professionnels du métier.
- ② Des cours hors atelier - dessin ou histoire de l'art, par exemple - en relation avec le métier et ses besoins.
- ③ Des proviseurs qui élaborent un projet d'établissement tenant compte du sens des métiers d'art et incluant la pratique en atelier comme une priorité pédagogique.
- ④ Un recrutement sur Parcoursup qui se fasse à nouveau avec des entretiens physiques ou en visio avec les jeunes - et non sur la base de candidatures sous forme de «*books*» au format PDF - et que l'élève se décide entre une orientation «*design*» ou «*métiers d'art*».
- ⑤ La tenue en urgence d'un bilan du DNMADe s'appuyant sur les observations des étudiants et les besoins des professionnels.
- ⑥ Un réajustement des budgets pour faire fonctionner les écoles de métiers d'art.

Interview Steven Leprizé, ébéniste et professeur à l'École Boulle, porte-parole du collectif Sauvons les métiers d'art, et Aude Tahon, présidente d'Ateliers d'Art de France, nous répondent à propos du DNMADe.

Qu'est-ce que le DNMADe et qu'implique-t-il ?

Steven Leprizé : Auparavant, seul le diplôme des métiers d'art (DMA, bac +2) couronnait la formation aux métiers d'art. Il a été remplacé par le DNMADe qui trouve son origine dans le processus de Bologne et la réforme LMD (licence-master-doctorat) pour une harmonisation des niveaux de diplôme d'enseignement supérieur. Le DNMADe réunit en un seul diplôme deux cursus distincts : le design et les métiers d'art. En regroupant trente-cinq DMA et six BTS en arts appliqués, la réforme a conduit à élaborer une matrice commune sans projet d'établissement

ni référentiel précis, comme c'était le cas avec le DMA, caractérisé par une forte orientation vers le travail en atelier et les fondamentaux des métiers. L'Inspection générale de l'Éducation nationale devait aider les établissements à mettre en œuvre cette réforme mais, sur le terrain, elle nous a été imposée. On passe de 3 200 heures de formation en deux ans à 2 900 heures en trois et le chef d'établissement se voit confier beaucoup de liberté dans la mise en place et l'utilisation des heures allouées.

Aude Tahon : Juste avant la mise en place de ce DNMADe, fin 2017, les organisations professionnelles ont été consultées par les porteurs de cette réforme au ministère de l'Éducation nationale. Le cadre et le contenu étaient cependant déjà actés. Ateliers d'Art de France, en tant que syndicat professionnel, avait alors indiqué le décalage de cette réforme avec les besoins réels de la formation supérieure dans les métiers d'art. Les professionnels n'étaient pas hostiles à un rapprochement design et métiers d'art, pour peu qu'il respecte l'identité de chaque profession en tant que métier de création, avec ses spécificités. C'est la finalité même de cette réforme, outre la réforme LMD, qui était en question. Nous percevions avec ce nouveau diplôme un décalage profond de vision pour les métiers d'art : être professionnel des métiers d'art consistant, à partir d'un savoir-faire long et complexe à acquérir, à investir un matériau en faisant preuve de créativité, d'innovation tout en imprimant son identité.

En quoi cela pose-t-il problème ?

S. L. : À la parution du texte de cette réforme au *Journal Officiel* (nous n'en avons pas eu connaissance avant), nous avons alors constaté qu'il laissait trop de place à l'interprétation et qu'en mélangeant métiers d'art et design

la formation s'orientait plutôt vers ce dernier. Dès lors qu'il n'y a pas de politique d'établissement établie, nous aboutissons à des incohérences. En première année, par exemple, les élèves font de la « démarche de projet en arts appliqués » et ne sont plus formés aux fondamentaux : dessin technique, histoire des styles, modelage, etc. En fin de première année, le niveau est désormais largement inférieur à celui d'un CAP. Le DMA durait deux ans, avec des journées bien remplies. Le DNMADe étire la formation sur trois ans et les jeunes ont beaucoup de temps morts : des « heures d'autonomie ». Alors que le temps d'atelier était de seize ou dix-huit heures par semaine, il est à présent de six à dix heures selon les établissements ! Les élèves ont besoin de l'enseignement des fondamentaux des métiers ciblés et de pratique encadrée en atelier, car on ne peut pas laisser matériels, outillage et stocks à disposition sans encadrement. Et puis nous avons aujourd'hui dans cette formation des termes flous, par exemple « Travail en atelier » a été remplacé par « Atelier de création », ce qui a conduit à du dessin sur table avec des professeurs qui ne sont même pas spécialisés dans un métier spécifique. Le geste et la connaissance de la matière s'effacent avec la diminution de la pratique en atelier. Mais le coût de fonctionnement de l'atelier est élevé (achat et entretien des machines, consommation d'énergie et de matériel...). Or, l'impératif budgétaire est central dans cette réforme. Par exemple, le chef d'établissement de l'École Boulle a été placé pour résorber un déficit de 600 000 euros. En cinq ans, il l'a ramené à zéro. Pour y parvenir, il avait intérêt à gonfler les horaires en arts appliqués, car former en salle sur ordinateur coûte moins cher ! Les jeunes viennent pourtant à l'École Boulle pour apprendre un métier d'art. Entre la première et la dernière année, on atteint maintenant les



50 % d'abandon! C'est pire en province, au point que le lycée des métiers d'art de Saint-Quentin n'est même pas sûr d'avoir encore des élèves en L3 l'an prochain! De plus, nous nous sommes aussi rendu compte, à l'École Boule, qu'avec le passage à un niveau de licence universitaire, l'établissement recrute des professeurs agrégés. Or, peu d'entre nous sont agrégés: nous sommes des gens d'atelier! Nous avons bien le bagage pour former, mais pas d'agrégation...

A. T.: Le problème de fond est que ce diplôme et cette réforme ne font pas le pari des métiers d'art! Autant l'Éducation nationale affirmait son attachement au design et montrait, par cette réforme, sa volonté de sauver cette filière en réinjectant une approche de la matière et l'adaptation au changement des valeurs de la société ayant des conséquences sur le marché. Autant les métiers d'art en devenaient le support et la filière sacrifiée! La formation aux métiers d'art nécessite la mise en place d'une formation pensée, non pas en matière d'effectifs et de masse salariale, mais de savoir-faire incroyablement riches et d'entrepreneuriat.

Quelles conséquences observez-vous?

S. L.: Une mauvaise formation implique des gestes dangereux ou inadaptés à l'atelier, un vocabulaire technique absent ou insuffisant, un manque de maîtrise des outils et machines... et le risque que, finalement, l'apprentissage soit pris en charge après l'école par les professionnels sans aucune rémunération. Avec le DMA, le taux d'embauche était de 95 à 97 %, formant des gens qualifiés. Aujourd'hui, après trois ans de DNMADe, les professionnels sont catastrophés par le niveau des stagiaires. Nous savons aussi que la commission consultative paritaire (CCP) qui a élaboré le DNMADe avait pour président Pierre Litzler, de la chaire de design à l'université de Strasbourg. Ce dernier y avait pour homologue professionnel... un designer, Ruedi Baur. Cela explique que, dans cette réforme, le design soit favorisé au détriment des métiers d'art. D'autant qu'il n'y a pas d'inspecteurs spécialisés dans les métiers d'art, seulement dans les arts appliqués. La vision gouvernementale des métiers d'art, c'est l'industrie du luxe, dont les groupes sont présents parmi les commissions qui établissent les

diplômes. On a l'impression qu'on veut tuer les métiers d'art parce qu'ils coûtent trop cher. Et le malaise dont je parle est plus présent encore dans les CAP et bacs professionnels. Avec cet appauvrissement de la formation en métiers d'art, c'est une partie de l'âme de la France qui risque de s'en aller... Les collègues sont désespérés, baissent les bras et pensent que c'est fichu.

A. T.: Les professionnels font le constat d'une vieille idéologie qui perdure et nuit au développement du secteur et à la formation dans les métiers d'art. Alors que nos métiers sont en phase totale avec les valeurs de la société contemporaine qui aspire à changer de mode de consommation et qui est en quête de sens, de pièces singulières, authentiques, fabriquées par des créateurs dans leur atelier, nous constatons que les pouvoirs publics n'ont pas compris la profondeur de ces évolutions sociétales et n'en retiennent que les aspects superficiels. Or ces changements sont profonds, les élèves qui s'engagent dans les métiers d'art ont soif d'apprendre et de créer par l'apprentissage du travail de la matière. Ne pas vouloir comprendre cela, le refuser par idéologie, est dramatique tant pour les élèves que pour les enseignants, pour le devenir du secteur professionnel, et pour la France! Alors que nos métiers sont un formidable atout de rayonnement culturel, représentent la singularité française en plus d'un réel potentiel économique à échelle internationale, la politique qui consiste à reléguer les métiers d'art à une vitrine et des opérations de marketing aboutit à faire disparaître l'enseignement de nos métiers et à terme la filière. C'est une aberration totale et un manque de vision pour le pays!

Quel écho ont reçu les actions du collectif Sauvons les métiers d'art?

S. L.: Après nos manifestations de décembre, l'inspectrice générale Brigitte Flamand m'a reçu et a admis qu'il y avait eu un manque de dialogue. Elle a cependant maintenu que le diplôme antérieur n'était pas approprié... Quant à notre demande principale de revenir à seize heures hebdomadaires d'atelier, elle reste sans suite. Nous avons également écrit aux ministres et aux députés: aucun ministre ne nous a reçus et, si des députés nous ont entendus et ont écrit aux ministres, ils sont eux aussi sans réponse.



À moyen et long terme, pensez-vous que les métiers d'art pourraient être menacés par ces formations?

S. L.: Ce sont ces mêmes inspecteurs généraux nous imposant cette réforme qui reconnaissent la nécessité d'un long apprentissage pour devenir danseur professionnel! Or, pour les métiers d'art c'est la même chose: pour apprendre, il faut pratiquer le geste, et le répéter pour l'intégrer. Dans mon entreprise d'ébénisterie, Arca, j'ai reçu deux jeunes en stage DNMADe. Ils ont démissionné après deux semaines sur le mois et demi prévu. En deuxième année, ils ne maîtrisaient aucun aspect de leur spécialité, même basique. Et ce n'était pas leur faute. Oui, l'inquiétude est grande sur le devenir de notre secteur.

A. T.: La négligence de traitement envers les métiers d'art et ce qu'ils sont profondément doit cesser. Pour sortir de cette impasse, il conviendrait que les pouvoirs publics reconnaissent l'attractivité et le dynamisme du secteur. Les métiers d'art en France représentent un véritable secteur économique constitué d'un foisonnement de petites entreprises créatives, innovantes, capables de s'adapter aux évolutions du monde actuel. Il ne tient qu'à l'État de reconnaître ce vivier de professionnels, et de veiller au devenir des jeunes et moins jeunes souhaitant s'engager dans nos métiers! Les professionnels, quant à eux, chaque jour, veillent sur leur devenir, à défaut d'outils mis en place par l'État pour construire le secteur.

PROPOS RECUEILLIS PAR
MIKAËL FAUJOUR